

Rapport sur l'évaluation complète des bilans bancaires : Résultats et enseignement

Le 26 octobre dernier, la Banque Centrale Européenne, a diffusé les résultats de l'évaluation complète des bilans (« comprehensive assessment »), démarquée en novembre 2013, dont l'objectif était d'évaluer la situation des établissements bancaires avant l'entrée en vigueur du mécanisme de supervision unique. L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution a publié dans le numéro de novembre-décembre de la « Revue de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution » une évaluation de ces résultats. Ils font apparaître qu'au niveau national, les banques françaises confirment la qualité de leurs actifs ainsi que leur capacité à résister à des chocs sévères. Ces tests visaient trois objectifs principaux : l'assainissement grâce à l'identification et la mise en œuvre, le cas échéant, de mesures correctrices nécessaires ; la transparence à travers une amélioration de la qualité des informations disponibles sur la situation des banques ; le renforcement de la confiance en assurant toutes les parties prenantes que l'ensemble des banques de la zone euro serait examiné avec la même rigueur. En France, 13 groupes bancaires, représentant plus de 95 % des actifs du système bancaire français, ont été concernés par cette évaluation qui a largement mobilisé, tant au sein de l'ACPR (jusqu'à 800 personnes, auditeurs inclus) que des établissements bancaires. L'évaluation mise en œuvre combinait une analyse très précise de la qualité des actifs (Asset Quality Review, AQR) et un test de résistance (stress test). L'analyse de la qualité des actifs comportait deux éléments principaux. Le premier a évalué la qualité des données, des valorisations des actifs, des classifications des expositions non performantes, de la valorisation des garanties et des provisions. La seconde s'est attachée à analyser la couverture des expositions aux risques de crédit et de marché. Les tests de résistance menés en collaboration avec l'Autorité bancaire européenne visaient à mesurer la capacité des banques à absorber les chocs en situation de crise, sur un horizon de 3 ans. Il comportait deux scénarios, un scénario « central » et scénario un « stressé », couvrant la période 2014-2016, dont les banques devaient mesurer les impacts sur leur situation prudentielle. Le scénario central correspondait aux prévisions réalisées par la Commission européenne pour la période 2014-2015, étendues à l'année 2016. Le scénario stressé, défini par la BCE, visait à détecter les risques susceptibles d'impacter la stabilité du secteur financier européen.

N°20 de la « Revue de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution » de novembre-décembre (article pages 8 à 10) : http://acpr.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/acp/publications/revue-acp/201411-Revue-de-l-ACPR-20.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 4 décembre 2014, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse: « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire (...), nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. S'agissant de nos mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé à acheter des obligations sécurisées et des titres adossés à des actifs (asset-backed securities). Ces programmes dureront au moins deux ans. La semaine prochaine, nous allons conduire la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée, qui sera suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Prises dans leur ensemble, nos mesures auront une incidence notable sur notre bilan, qui est destiné à se rapprocher des dimensions qu'il affichait début 2012. (...) Le Conseil des gouverneurs réévaluera en début d'année prochaine le degré d'assouplissement monétaire accompli, l'expansion du bilan et les perspectives d'évolution des prix. Nous évaluerons également l'incidence plus large des évolutions récentes des cours du pétrole sur la tendance à moyen terme de l'inflation dans la zone euro. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. »

3 – Banque de France

Nouvelle publication de la Banque de France: « Rue de la Banque ». Cette publication est destinée à élargir l'audience des travaux des chercheurs de la Banque auprès d'un plus large public (journalistes économiques, économistes de marché, enseignants, étudiants...). A l'aide de graphismes et à travers des pages non techniques, cette publication s'inscrit dans un mouvement général d'éducation économique. Rue de la Banque n°1 - [Le découplage des courbes de rendement en euro et en dollar](#)

2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5% en octobre 2014, stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9% d'octobre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,0% en octobre 2014, également stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,7% d'octobre 2013. Eurostat estime qu'en octobre 2014, 24,413 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,395 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2014, le nombre de chômeurs a augmenté de 42 000 dans l'UE28 et de 60 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2013, le chômage a baissé de 1,549 million de personnes dans l'UE28 et de 547 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (4,9%) ainsi qu'en Autriche (5,1%), et les plus élevés en Grèce (25,9% en août 2014) et en Espagne (24,0%).

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Tendances conjoncturelles »

La chute de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au troisième trimestre (-13 points). L'indicateur atteint son niveau le plus bas depuis 2001 et se situe à plus de 25 points en deçà de sa moyenne de longue période (-25,3 points). L'activité économique est en berne pour l'ensemble des secteurs à l'exception du secteur primaire. Les chefs d'entreprise sont pessimistes sur l'activité qui reste durablement mal orientée. Les intentions d'investir continuent de se dégrader et décroissent de nouveau au troisième trimestre accompagnées par la consommation des ménages qui connaît un ralentissement sensible et ce, malgré une faible progression des prix.



Publication : « Evolutions monétaires en Guyane »

Le financement de l'économie est en légère baisse de 0,6 % (soit -16,1 M€) sur le troisième trimestre de l'année. L'encours sain de crédits s'établit désormais à 2 733,8 M€. Le dernier tassement de l'activité remonte au deuxième trimestre 2012, l'encours de crédits s'était alors contracté de 0,5 %. La collecte d'épargne enregistre pour sa part une légère progression ce trimestre (+0,5 %, soit +8,3 M€), après un recul au trimestre précédent. Cette hausse porte le montant des actifs financiers de la place à 1 575,9 M€.

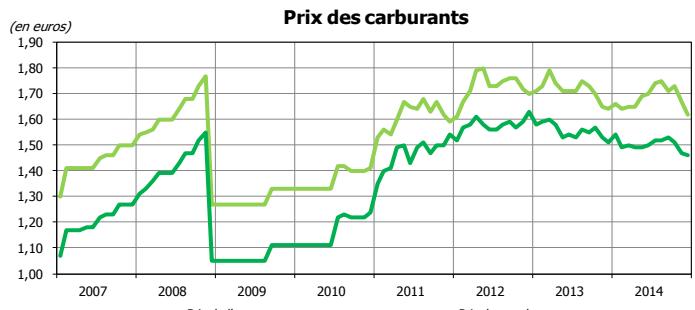
Toutes les publications de l'Iedom sont disponibles gratuitement sur le site www.iedom.fr/Guyane.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Carburants

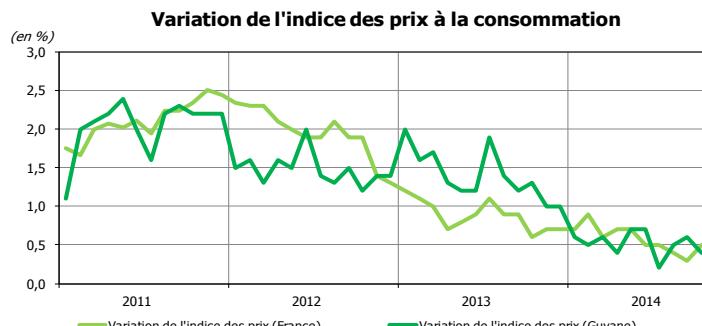
L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} décembre 2014, le prix de vente au détail des carburants à 1,62 €/litre pour l'essence (-5 centimes) et 1,46 €/litre pour le gazole (-1 centime). Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 21,65 € contre 22,03 € en octobre, soit une baisse de 38 centimes.



Source : Préfecture

Prix à la consommation

En octobre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) connaît la même tendance que le mois précédent, soit -0,2 % sur le mois. Cette diminution s'explique par la baisse des prix des services (-0,2 %) et de l'alimentation (-0,2 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,4 %, principalement du fait de la hausse constatée sur les services (+0,8 %) sur les quatre derniers trimestres. Bien que supérieure à l'évolution enregistrée à la Réunion (0,0%), l'inflation annuelle en Guyane (0,4%) est en deçà de celle constatée pour la France entière (0,5%), la Martinique (0,7 %), la Guadeloupe (+1,0 %) et Mayotte (+1,0 %).



Source : Insee

Spatial

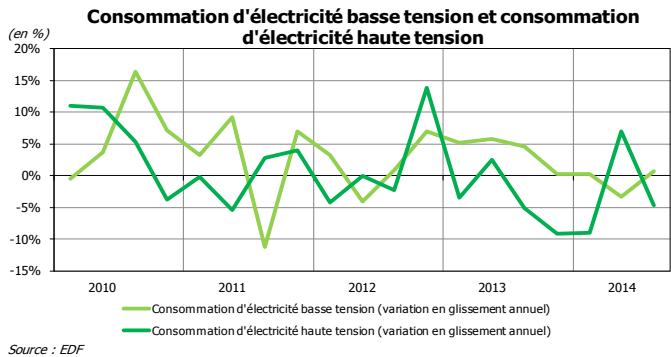
Pour son 6^{ème} et dernier tir de l'année, Ariane 5, avec une charge de décollage de 10,2 tonnes, a lancé le 6 décembre dernier deux satellites de télécommunications. Pour ce 63^{ème} succès d'affilée, le lanceur européen a mis en orbite deux satellites de télécommunications, DIRECTV-14 (6,3 tonnes) et GSAT-16 D4 (3,2 tonnes). Le premier satellite a été construit par Space Systems/Loral et DIRECTV et permettra de fournir des services de télévision directe (DTH) en HD et Ultra HD en Amérique du Nord (y compris l'Alaska, Hawaï et Porto Rico). Le second a été réalisé pour le compte de l'Indian Space Research Organisation (ISRO) et proposera pendant douze ans des services de télécommunications au sous-continent indien. Malgré ce nouveau succès, Ariane 5 doit faire face à la concurrence américaine qui se veut de plus en plus moderne et compétitive avec Space X et son lanceur Falcon9. Le 2 décembre dernier les ministres des 20 Etats membres de l'Agence spatiale Européenne ont entériné l'accord sur le développement d'un lanceur Ariane 6 pour un budget de 3,8 milliards d'euros avec un premier tir prévu en 2020.

Un investissement supplémentaire de 8 milliards d'euros sur 10 ans est prévu comprenant entre autres, les aménagements au sol du Centre Spatial Guyanais, dont la construction d'un nouveau pas de tir. Cette nouvelle mouture d'Ariane, s'accompagne d'une évolution du lanceur Vega et d'un transfert de responsabilité de développement à Airbus Defence&Space (DS), maître d'œuvre d'Ariane et à son motoriste Safran.

Energie

Au troisième trimestre 2014, la consommation d'énergie est en baisse de 6 % (186,7 Gwh) par rapport au trimestre précédent, et de 1,6 % sur un an. Sur le long terme, avec la poussée démographique notamment, les besoins énergétiques sont croissants : le barrage de Petit-Saut et les centrales thermiques alimentent respectivement deux tiers et un tiers de la production sur le littoral. Pour les communes de l'intérieur, d'autres solutions alternatives sont adoptées. C'est dans ce contexte local et national (avec la loi sur la transition énergétique votée en première lecture le 14 octobre dernier et qui impose un certain nombre de mesures visant à tendre vers l'électricité renouvelable d'ici à 2025), que la Région Guyane a organisé, la conférence régionale sur l'énergie. Elle a donné lieu à des échanges sur les moyens à mettre en œuvre pour un meilleur accès à l'énergie sur l'ensemble territoire Guyanais. La diversification des sources d'énergie et l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique ont également été discutés. Plusieurs pistes ont été évoquées pour les actions à entreprendre à moyen et long terme : construction d'un deuxième barrage hydroélectrique, d'une nouvelle centrale thermique, création d'une SEM à l'instar de celle de la Martinique, etc.

Les détails de cette conférence sont disponibles sur le site <http://www.cr-guyane.fr/conference-regionale-lenergie/>



ACTUALITES REGIONALES

Déforestation : L'Amérique Latine s'engage à reboiser

Réunis à Lima, pour la conférence mondiale de l'ONU sur le climat, sept pays latino-américains (Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Mexique et Pérou) ont signé le 7 décembre un accord dans lequel ils s'engagent, chacun à différents degrés, à restaurer 20 millions d'hectares de terres dégradées à l'horizon 2020, dans le cadre d'une initiative baptisée « 20X20 ». Cet accord considéré comme historique, prévoit la mise à disposition de 365 millions de dollars de la part d'investisseurs privés. C'est une première étape dans un long processus, visant à réparer les dégâts occasionnés entre autre par l'activité minière illégale, l'agriculture intensive et le surpaturage qui rendent les sols du sous-continent improductifs. Il est à noter que la déforestation est responsable de la moitié des émissions de gaz à effet de serre de la région et que les pays signataires adoptent déjà des politiques de reforestation et de réhabilitation des terres (Ex : le programme « socio-bosque » en Equateur). Le Brésil qui n'a pas pris part à cet accord, a pourtant le même jour mis sur orbite en partenariat avec la Chine un cinquième satellite (Cbers-4) lancé depuis la base de Taiyuan, avec pour mission de surveiller la déforestation. Cette dernière en amazonie brésilienne est en recul de 18% sur un an, elle a atteint le mois dernier un point bas (4 848 km²), le Brésil a lui aussi prévu des actions telles que l'adoption d'un nouveau système d'alerte par satellite, l'accroissement de la lutte contre le crime organisé, le renforcement de la filière açaï dans certaines régions de l'amazonie brésilienne pour dissuader la déforestation, etc.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CIO)

INDICATEURS MACROECONOMIQUES	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS		Var. sur un an CVS	Sources
				Var. mensuelle	Var. sur un an		
	↓ ↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac) Prix administré du litre d'essence	Oct-14 127,8 Déc-14 1,62	-[0,2%] -[3,0%]	[0,4%] -[1,2%]	Insee Préfecture/Diccte	
MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Oct-14 22 846	-[0,1%]	[3,3%]	Pôle emploi	
	↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Oct-14 8 344	[1,4%]	[1,6%]	Pôle Emploi	
	↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sept-14 17 883	-[0,2%]	[6,7%]	Caf	
CONSOMMATION	↑	Prestations nettes versées (1)	Sept-14 10,2 M€ Cumul 85,6 M€	[8,1%]	[10,0%]	Caf	
	↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Oct-14 15,5 M€	10,9%	9,3%	Douanes	
INVESTISSEMENT	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Cumul 144,0 M€		5,6%	Somafi	
	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Oct-14 38,7 M€	-7,6%	-31,7%	Douanes	
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Cumul 356,8 M€ Nov-14 89	-6,6%	-1,1% 1,8%	Somafi	
	↓	Exportations (3)	Oct-14 12,1 M€	-52,7%	-52,0%	Douanes	
	↓	Importations (3)	Cumul 151,7 M€ Oct-14 135,3 M€	-0,5%	-22,8% -17,8%	Douanes	
	↓		Cumul 1 228,4 M€		-7,0%	Douanes	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués Satellites lancés	Cumul à Nov-14 8 tirs (5 Ariane 5, 2 Soyouz, 1 Vega) Cumul à Nov-14 14 satellites, et 1 ATV*		6 tirs à Nov-13 13 satellites et 1 ATV*	Arianespace	
	BTP	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Nov-14 7 314 tonnes Cumul 79 289 tonnes	1,0%	-1,8% -6,4%	Ciments guyanais	
INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume (3)	Oct-14 162 kilos	-17,9%	-11,6% -11,8%	Douanes	
	↑	Exportations d'or en valeur (3)	Oct-14 4,5 M€	17,5%	-22,4% -19,4%	Douanes	
	↓	Cours de l'once d'or	Nov-14 31,4 M€				
AGRICULTURE AGRICOALIMENTAIRE	↓	Grumes sorties de forêt	Déc-12 20 767 m3	29,8%	215,8% 1,7%	London Bullion Market Assoc./AFD ONF	
	↑	Exportations de crevettes (3)	Oct-14 59 tonnes	48,9%	70,6%	Douanes	
	↑	Exportations de poissons (3)	Oct-14 370 tonnes Cumul 181 tonnes	7,6%	2,0% -3,8%	Douanes	
TOURISME	↓	Exportations de riz (2) (3)	Oct-14 1 062 tonnes Cumul 0 tonne	n.s.	-5,3% n.s.	Douanes	
	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Oct-14 14 tonnes Cumul 29 192 335 360	-14,4%	-10,5% 0,9%	CCIRG	

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Véhicule (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

					taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème					0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal					0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt					-0,20%	10/09/2014
Taux d'intérêt légal		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)				
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LLD	PEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	2,50%
					* hors prime d'Etat	

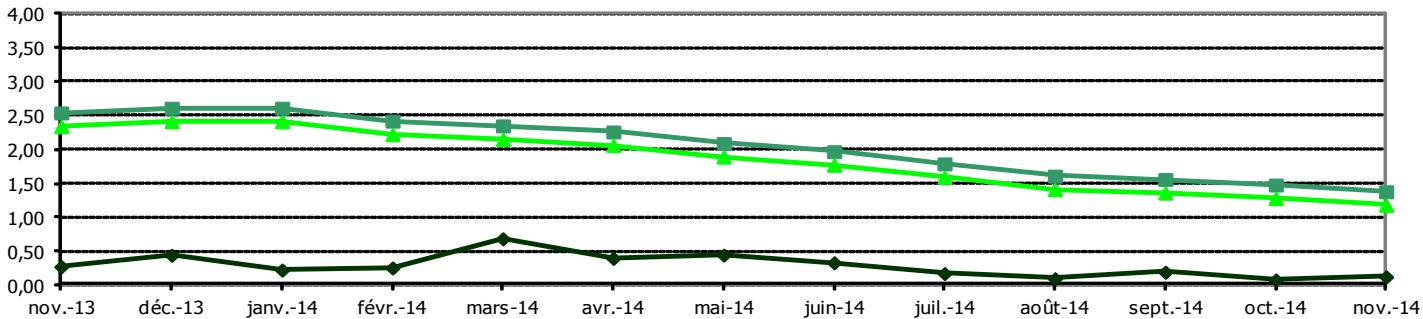
					Taux d'intérêt fin de mois - EDONIA			Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR		
Août	Septembre	Octobre	Novembre		1 mois	3 mois	6 mois	1 an		
0,1010%	0,1970%	0,0820%	0,1280%		0,0200%	0,0820%	0,1800%	0,3310%		
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)										
Août	Septembre	Octobre	Novembre		Août	Septembre	Octobre	Novembre		
1,41%	1,36%	1,28%	1,18%		1,61%	1,56%	1,48%	1,38%		

Taux de l'usure (seuls applicables au 1 ^{er} octobre 2014)			
Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe		4,85%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament
Prêts à taux variable		4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable
Prêts-relais		5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe
Autres prêts			Découverts en compte
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros		20,28%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros		14,59%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros		9,47%	Découverts en compte
			Seuils de l'usure
			13,39%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

Taux des marchés monétaires et obligataires

— Taux d'intérêt fin de mois - EDONIA — TMO — TME



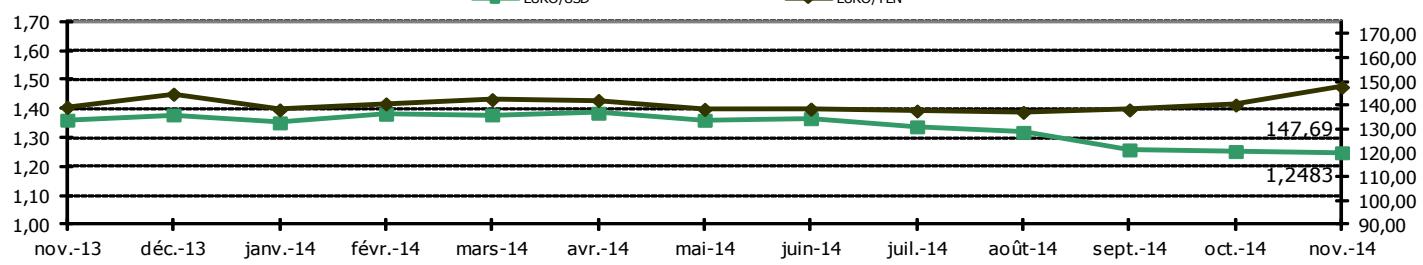
Taux de change (dernier cours fin de mois)

— EURO/USD — EURO/YEN



Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)

— EURO/USD — EURO/YEN



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 8 rue Christophe COLOMB BP 6016 97306 Cayenne CEDEX

Achevé d'imprimer le 19 décembre 2014 - Dépôt légal : décembre 2014 - ISSN 1240-3814